



À Vico, la tension monte entre le collectif et les élus

Les membres du collectif Ambiente di u Pumonte, qui bloque toujours la déchetterie de Vico, se sont invités, hier, à une réunion de travail entre les maires du canton, bloquant un moment leur sortie, afin d'obtenir des garanties

Tandis qu'il poursuit toujours le blocage entrepris cette semaine, le collectif Ambiente di u Pumonte avait convié tous ses membres à un rassemblement devant la déchetterie de Vico, hier matin. Une soixantaine de personnes était présente, mais aucun élu n'avait fait le déplacement. Au fait de la réunion qui se tient à quelques kilomètres de là (*lire par ailleurs*), deux représentants du collectif décident alors de s'y rendre pour demander aux maires présents de se positionner sur la question brûlante de la création du second casier. Il leur est répondu que la réunion de travail, qui était programmée depuis un mois, est déconnectée du débat sur le conflit actuel.

Une demi-heure plus tard, alors que les élus s'apprêtent à partir, l'ensemble des manifestants se présente alors sur les lieux. Bloquant les grilles du parking par leurs véhicules, l'objectif n'étant *"pas de prendre les élus en otage"*, mais de savoir définitivement s'ils peuvent ou non compter sur leur soutien.

L'heure n'est pas aux insultes et autres agressions verbales. Calmement, Michel Artily explique pour le collectif : *"On nous annonce que 31 000 tonnes de déchets supplémentaires vont être traitées à Vico. Même si nous sommes contre par principe, nous ne sommes pas irresponsables. Nous sommes prêts à accepter l'inacceptable par solidarité. Mais nous voulons une fois de plus la garantie que le second casier ne sera pas fait. Si les maires des 33 communes nous disent, non pas individuellement mais avec une position collective, qu'ils sont contre ce second casier, nous leverons immédiatement le blocus !"*



Les membres d'Ambiente di u Pumonte se sont invités, hier matin, à une réunion de travail des élus du canton sur la problématique des déchets. / PHOTOS P. C.

Réunion décisive mercredi

Au nom des élus présents, François Alfonsi, maire d'Osani, s'adressera alors à l'assemblée : *"Il faudra organiser une fin de moratoire favorable à vos attentes. Même si la réponse ne nous incombe pas, mais viendra de l'Assemblée de Corse et au-delà. Notre souci en tant que maires est d'avoir une solution à nos déchets qui soit le moins cher possible pour les contribuables. Mais il faut aussi montrer que le territoire avance dans le bon sens."*

En concertation avec François Colonna, maire de Vico, et les élus présents, il sera finalement décidé que les maires des 33 communes du canton se réuniront mercredi prochain à 18 heures.

"Nous déciderons alors d'une position commune, en fonction de la majorité qui se détachera, pour préparer une réponse à M. Tatti. Et nous nous engageons à l'issue de la réunion à communiquer au collectif la liste nominative des élus qui se seront prononcés pour ou contre le projet de second casier."

Pascale CHAUVÉAU

Un plan d'action pour la collecte des fermentescibles

L'accusation est récurrente : *"On trie peu, pas assez, et mal."* C'est ainsi que François Colonna résumait une situation qui a conduit la Corse à l'engorgement, et pour laquelle les maires représentant des groupes de communes ou des organismes de collecte de la région se sont réunis hier matin, dans les locaux de la communauté de communes du Liamone.

Une première phase d'observation sur la manière dont les choses se passent ailleurs, notamment au Salon de l'agriculture et durant la Cop 21, a permis de comprendre quels étaient le matériel et les véhicules nécessaires, ainsi que les circuits empruntés, pour

acheminer les déchets des cuisines au centre de compostage. L'heure est désormais venue de mettre en pratique le plan d'action retenu pour la collecte des fermentescibles. Début juillet, une plateforme expérimentale sera mise en place dans le canton. Les appels d'offres ayant déjà été lancés, les élus se réuniront une ultime fois ce lundi pour passer commande des matériels, dont une partie sera louée dans un premier temps, et dessiner les circuits de collecte. L'action sera axée principalement sur le littoral, où sont concentrés les établissements produisant le plus de fermentescibles. Mais le maire de Marignana rappelait la nécessité d'être solidaire avec les

plus petits villages du rural. Ainsi, si dans la pratique, la collecte se fera au porte à porte auprès des grands restaurants et établissements de santé de la région, des points de collecte sécurisés seront prévus pour les petites communes et les particuliers, certains envisageant par ailleurs d'expérimenter des composteurs dans les hameaux. Le budget de l'opération est légèrement inférieur à 100 000 euros pour les 33 communes, tandis que la récente déclaration de Ségolène Royal, ministre de l'Environnement, a confirmé sa volonté de soutenir le financement de ce type d'opération par le biais de l'Ademe.

P. C.

A Tallone, riverains et associu ne veulent pas d'autres casiers

Ils veulent d'abord tordre le cou à la rumeur : il n'existe pas de casier disponible à Tallone. Inutile donc d'envisager cette solution pour absorber le surplus de déchets de l'été. Une semaine après les déclarations de Ségolène Royal, les riverains du site d'enfouissement et les membres de l'associu per l'Arena se sont réunis, restent mobilisés et opposés à toute réouverture du site. Éclaircissements avec leur porte-parole Magali Gozzi.

Dès le lendemain de la visite de Ségolène Royal, vous vous êtes réunis. Quelles ont été les premières réactions ?

Nous avons souhaité réfléchir tous ensemble et posément à cette nouvelle donne, même si nous savions depuis longtemps que c'était dans les cartons. Nous voudrions d'abord rappeler un élément de contexte, essentiel : il n'existe pas de casier disponible à Tallone. L'arrêté d'exploitation actuellement en vigueur concerne le projet Tallone II et a été attaqué au tribunal administratif, l'audience est prévue avant la fin de l'année.

Je rappelle qu'auparavant, le PLU de la commune et le permis de construire de l'usine de tri mécano biologique sur Tallone II avaient été annulés, suite aux recours de l'associu per l'Arena.

Tallone I, II et maintenant III, on s'y perd un peu, non ?

Pas nous, je vous rassure. Tallone I, c'est fini. Il a fonctionné jusqu'en juin 2015, il aurait même dû fermer avant mais est resté ouvert par dérogation, après avoir atteint sa capacité de stockage maximale. On en reparle aujourd'hui parce que les travaux de réhabilitation, obligatoires, commencent lundi.

Tallone II était couplé au projet d'usine de tri mécano biologique. Nous nous sommes battus contre ce projet, avec acharnement. Nous avons gagné et Ségolène Royal a confirmé son abandon de ce projet lors de sa visite.

On nous sort maintenant Tallone III, qui sera constitué de trois casiers de 50 000 tonnes chacun. L'idée générale est : un an = un casier, le surplus de déchets étant assimilé par les trois autres sites, à savoir Vico, Viggianellu et Prunelli.

Mais ça non plus, vous n'en voulez pas !

C'est vrai et pour plusieurs raisons. Nous ne sommes pas pour autant des irresponsables. Le plan présenté par l'Exécutif et voté par l'Assemblée, nous le soutenons à fond puisqu'il est basé sur le tri en amont et la facturation incitative. C'est la seule solution

pérenne pour la Corse. Nous savons bien qu'il faut trouver une solution à court terme et gérer en attendant. Nous avons pris acte aussi de l'abandon du projet de Ghjuncaghju. Mais nous ne croyons pas que les conditions soient réunies pour, encore et toujours, évoquer Tallone comme seul remède. Focaliser là-dessus, c'est remettre à plus tard les efforts de tri. Nous pensons que les plus grands pourvoyeurs de déchets, la Cab et la Capa notamment, doivent arrêter de déverser leurs ordures en Plaine orientale.

D'accord, mais ce n'est pas vraiment un argument de fond...

Nous en avons. D'abord la proximité de l'étang de Diana et les risques réels de pollution. Cet argument a d'ailleurs été le premier retenu par le tribunal administratif quand il a annulé le permis de l'usine.

Le projet est aussi prévu sur des vignobles AOC, l'Inao a d'ailleurs émis un avis défavorable. Les études sur l'impact environnemental sont en outre insuffisantes, notamment sur la biodiversité.

Oserais-je rappeler que le site a déjà reçu plus de 1 300 000 tonnes de déchets, avec une augmentation du risque de pollution en cas d'incendie et



Magali Gozzi, porte-parole des riverains du centre d'enfouissement des déchets et de l'associu per l'Arena, est formelle : s'ils se réjouissent de certaines avancées, ils restent opposés à une réouverture du site.

/ PHOTO STÉPHANE GAMANT

d'inondation ? Oserais-je rappeler les autres scandales découverts depuis deux ans : déchets infectieux, plaintes pour faux et usage de faux, prises illégales d'intérêt... ? Oserais-je rappeler que les riverains,

bercés de promesses depuis des décennies sont à bout et n'ont plus aucune confiance dans les exploitants actuels ?

Le bras de fer va donc reprendre ?

Une chose est sûre, nous restons mobilisés. Nous ferons tout pour nous opposer à l'ouverture de ces nouveaux casiers, même si on nous assure qu'ils seront tout petits.

Dès demain, nous allons suivre de près les travaux de réhabilitation de Tallone I, dont nous nous réjouissons même s'ils auraient déjà dû être faits. Nous allons veiller à ce qu'ils soient conformes à la législation. Cette semaine aura d'ailleurs lieu en sous-préfecture de Corte une commission de suivi du site avec les principaux acteurs de ce dossier, dont nous.

Un comité dont la dernière convocation remonte à septembre 2014 alors qu'il est censé se réunir une fois par an.

Contrairement à ce que l'on veut faire croire, nous sommes ouverts au dialogue. Mais, nous avons été si souvent échaudés par des engagements non tenus que nous préférons rester vigilants. Et nous le serons jusqu'au bout.

Propos recueillis par Isabelle VOLPAJOLA